

19 janvier 2017

Les travailleurs forestiers s'attaquent aux problèmes du secteur
L'économie canadienne et le dilemme de
l'exportation du bois d'oeuvre



Les travailleurs forestiers s'attaquent aux problèmes du secteur

- **L'économie canadienne et le dilemme de l'exportation du bois d'oeuvre**

Les travailleurs en action pour défendre leurs droits

- **Les métallos de Hamilton manifestent à la défense des pensions**
- **Journée d'action militante à la défense des emplois maritimes contre le libre-échange néolibéral avec l'Europe**

Les travailleurs forestiers s'attaquent aux problèmes du secteur

L'économie canadienne et le dilemme de
l'exportation du bois d'oeuvre

La lutte se mène pour trouver une nouvelle direction pour l'économie qui sert les véritables producteurs et leurs communautés.

Les travailleurs forestiers produisent l'équivalent de milliards de dollars en bois d'oeuvre par an,

dont 88 % est exporté principalement aux États-Unis, en Chine et le Japon. La propriété et le contrôle de l'industrie sont concentrés dans les mains de quelques-uns qui essentiellement n'ont pas de lien direct ou d'intérêt dans les communautés forestières canadiennes autres que le taux de profit sur leurs investissements.

La dépendance envers l'exportation de bois d'oeuvre, principalement vers les États-Unis, signifie que la production est soumise aux crises récurrentes dans le marché domiciliaire américain, et au parasitisme et à la putréfaction de l'oligarchie financière américaine. La dépendance actuelle sur les exportations sur lesquelles les travailleurs et les communautés forestières du Canada n'ont aucun contrôle, associée à la propriété et au contrôle par ceux qui considèrent les producteurs réels comme un « coût » et des « choses » qu'ils exploitent au besoin et licencient lorsque les marchés sont en baisse, présente un véritable dilemme aux communautés forestières. Comment les travailleurs forestiers peuvent-ils affirmer leurs droits et se bâtir une vie et un avenir pour eux-mêmes, leurs enfants et leurs communautés qui soient stables, sûrs et modernes dans toutes les formes économiques, politiques, culturelles et sociales ?



Pour la cinquième fois de l'histoire récente, une coalition d'entreprises américaines de bois d'oeuvre tente de bloquer les exportations canadiennes de bois d'oeuvre vers les États-Unis dans le but d'augmenter les prix du marché du bois d'oeuvre américain. Le 6 janvier, l'Administration du commerce international des États-Unis (USITA) a donné l'approbation de l'État à ces efforts par le biais d'une décision initiale de « préjudice » aux entreprises américaines de bois d'oeuvre causé par « les pratiques commerciales déloyales » du Canada.

Lorsque les taxes antidumping et les droits compensatoires de 20 ou 25 % qu'a imposés USITA vont entrer en vigueur, probablement en mars, ils auront presque certainement comme effet d'abaisser la production canadienne de produits primaires, transformés et/ou fabriqués de bois d'oeuvre, au moins à court terme. Les importateurs américains de bois d'oeuvre canadien devront verser des dépôts en espèces au gouvernement des États-Unis pour payer les droits compensatoires préliminaires.

Les sanctions d'USITA imposées au bois produit au Canada vont générer une hausse globale du prix du marché du bois d'oeuvre partout aux États-Unis, ce qui peut-être est l'objectif initial de l'action, en particulier à un moment où la demande américaine est forte et où l'offre est également abondante avec de plus en plus de bois provenant d'Europe. La demande américaine de bois d'oeuvre, sauf lors d'une récession importante, est supérieure à ce que les États-Unis peuvent produire. Les entreprises de construction et d'autres acheteurs de bois d'oeuvre ont besoin de la qualité et de la quantité de bois d'oeuvre produit au Canada, et plus récemment en Europe, pour répondre à leurs besoins, mais ce besoin ne se traduit pas en une stabilité pour les communautés forestières canadiennes.

Cette cinquième attaque délibérée contre les exportations de bois d'oeuvre du Canada vers les États-Unis de même que les crises récurrentes de la demande aux États-Unis soulèvent des

questions importantes pour les travailleurs canadiens et leurs communautés forestières. Le marché américain pour le bois canadien n'est pas fiable. Que peut-on faire alors pour faire des communautés forestières des endroits viables dotés d'économies diversifiées fortes pouvant résister aux crises récurrentes liées à une interruption de la production de bois d'oeuvre ? Quelle nouvelle direction économique est nécessaire aux communautés forestières, qui va servir le peuple, et quelle force sociale va défendre les communautés et devenir une voix et un leader pour édifier le nouveau ?



Les conséquences négatives de toute perturbation de l'industrie forestière sont importantes partout au Canada, et Statistique Canada rapporte que 232 700 travailleurs sont directement employés dans cette industrie. Un autre 289 000 travailleurs sont indirectement employés dans le secteur, notamment l'ingénierie, le transport et la construction, et cela ne comprend pas les services de soutien dont les communautés ont besoin.

Les exportations de bois d'oeuvre vers les États-Unis ont chuté de façon spectaculaire après la crise économique de 2008. En pourcentage du total des exportations canadiennes de bois, la part des États-Unis a atteint son niveau le plus bas en 2011, ne représentant que 54 % des exportations. Pendant cette même année la Chine a reçu 21 % des exportations de bois, mais les ventes vers les États-Unis ont repris de l'expansion au cours des cinq dernières années et

le marché américain domine de nouveau. En 2015, le marché américain a été le destinataire de 69 % des exportations de bois d'oeuvre, pour une valeur de marché d'environ 5 milliards \$ pour l'année.

Des dizaines de milliers de travailleurs forestiers en Colombie-Britannique, qui vivent dans 140 communautés, produisent 50 % des exportations de bois d'oeuvre du Canada vers les États-Unis. En termes de volume d'exportation, après la Colombie-Britannique, ce sont les travailleurs au Québec, en Alberta, en Ontario et dans les Maritimes qui produisent des quantités importantes de bois d'oeuvre. Partout au Canada, les travailleurs forestiers et leurs communautés sont particulièrement vulnérables à tout ralentissement des exportations de bois d'oeuvre et d'autres produits forestiers. Le bois est le secteur dominant de plusieurs économies locales. Les travailleurs forestiers ont demandé au Centre ouvrier du PCC (M-L) de les aider à s'organiser et à discuter des problèmes auxquels sont confrontés leur secteur et les communautés. Dans le cadre de cette initiative, *Forum ouvrier* va produire régulièrement des articles sur leur travail d'organisation et de discussion portant sur leurs problèmes et une nouvelle direction pour l'économie.

Les problèmes auxquels font face les communautés forestières canadiennes ne sont pas uniques ; ils sont semblables à ceux d'une économie où un seul secteur domine et, en plus, où la propriété et le contrôle sont surtout concentrés en dehors de la communauté et où la valeur produite dans le secteur principal, autre que les réclamations de la classe ouvrière, ne reste pas dans la communauté locale où elle pourrait faire progresser la diversité de sa base économique et garantir le bien-être, la stabilité et la sécurité des personnes.

Par exemple, les forces sociales qui possèdent et contrôlent l'industrie forestière ont utilisé la

valeur provenant de la production de bois d'oeuvre par les travailleurs canadiens pour étendre leur propriété de la production de bois d'oeuvre américain. Depuis 2004 en particulier, la valeur de la production canadienne a été utilisée en partie pour acheter et étendre les installations de production de bois aux États-Unis, En dix ans, les entreprises de bois dont le siège social est au Canada sont devenues propriétaires de 41 moulins aux États-Unis alors qu'elles n'en possédaient que deux au début. West Fraser possède maintenant plus de moulins dans le sud des États-Unis (15) qu'au Canada (13) et il est maintenant le 4e plus grand producteur de bois des États-Unis. Interfor possède 13 scieries aux États-Unis, neuf dans le sud et quatre dans le nord-ouest, et seulement cinq au Canada, et il est devenu le 5e plus grand producteur de bois des États-Unis. Canfor Corp possède 13 scieries dans le sud des États-Unis, une de plus qu'au Canada, et il est maintenant le 7e plus grand producteur de bois des États-Unis. Les propriétaires de ces grandes compagnies, auxquelles s'ajoute Weyerhaeuser dont le siège social est aux États-Unis, dominent la production canadienne de bois d'oeuvre et vont voir le taux de profit de leurs usines américaines augmenter alors que les prix sur le marché américain vont augmenter suite aux droits compensatoires imposés par les États-Unis au bois d'oeuvre canadien.



Forum à Prince George le 12 avril 2014 organisé par le Comité Debout pour le Nord sur les solutions à apporter aux problèmes auxquels les travailleurs forestiers et leurs communautés font face

Au lieu que la valeur que les travailleurs forestiers canadiens produisent serve à diversifier et à renforcer leurs économies locales afin de les rendre plus diversifiées et moins dépendantes d'une industrie unique, cette valeur est soutirée aux communautés forestières du Canada par ceux qui possèdent et contrôlent cette industrie dominante, ce qui laisse les communautés faibles et vulnérables.

Forum ouvrier va mettre en lumière cette situation et d'autres problèmes afin d'aider les travailleurs forestiers et leurs communautés à trouver une nouvelle direction. Ce sont les travailleurs forestiers eux-mêmes, ainsi que leurs supporters et leurs alliés, qui doivent prendre l'initiative et ouvrir une voie vers l'avant pour les communautés forestières alors qu'ils luttent pour s'organiser et développer leurs institutions et leur voix indépendantes. Si ce travail est fait de façon continue, il en émergera un mouvement puissant pour changer la direction de l'économie.



Les travailleurs en action pour défendre leurs droits
**Les métallos de Hamilton manifestent à
la défense des pensions**



Le 13 janvier, près de 100 personnes ont tenu un piquetage militant pour exprimer leur détermination à demander des comptes aux gouvernements libéraux de Kathleen Wynne et de Justin Trudeau. Bravant le froid, les métallos actifs et retraités de la section locale 1005 du Syndicat des Métallos se sont rassemblés devant le Centre des conférences et des banquets d'Oakville pour demander que le gouvernement Wynne fasse respecter la loi et oblige US Steel ou toute compagnie remplaçante à assurer le plein financement des pensions, à garantir les avantages sociaux à la retraite et à refaire de Stelco un producteur d'acier canadien viable.

La section locale 1005 fait remarquer depuis longtemps que les gouvernements fédéral et provincial ont autorisé US Steel à prendre le contrôle de Stelco à certaines conditions légales qu'il a enfreintes de manière arbitraire. Le fiasco de la prise de contrôle de Stelco par US Steel n'a pas été un avantage net pour le Canada comme le veut la loi. Le gouvernement Trudeau a le pouvoir de forcer US Steel ou toute compagnie remplaçante à remplir ses engagements et à respecter les conditions morales et légales qu'il a acceptées en vertu de la *Loi sur Investissement Canada*. Seul le respect complet des engagements et des conditions est acceptable ! Les gouvernements libéraux fédéral et ontarien ne peuvent laisser US Steel s'en retourner aux États-Unis comme s'il n'avait causé aucun mal et qu'il n'avait pas à rendre compte de ses actes. Pas d'excuses !

Des résidents locaux outrés des hausses astronomiques des tarifs d'électricité en Ontario et d'autres personnes ayant des demandes légitimes se sont joints aux métallos à l'extérieur du centre de conférences où la première ministre Wynne était l'oratrice invitée. Ils portaient bannières, pancartes et drapeaux et accueillaient les invités avec des slogans qui exprimaient leur détermination à défendre leurs droits et les droits de tous.





Journée d'action militante à la défense des emplois maritimes contre le libre-échange néolibéral avec l'Europe

Le 12 janvier, des marins, des débardeurs, des travailleurs de la voie maritime et d'autres travailleurs ont tenu des manifestations militantes contre l'Accord économique et commercial global (AÉCG), l'accord néolibéral de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Les

manifestations ont eu lieu à St. John's, Montréal, Toronto, Vancouver, Victoria et Prince Rupert. À Montréal, les travailleurs se sont rassemblés devant le bureau de circonscription du ministre des Transports Marc Garneau. À Toronto, ils ont manifesté jusqu'au bureau de circonscription de la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland (qui a piloté le dossier de l'AÉCG alors qu'elle était ministre du Commerce international). À Vancouver, les travailleurs ont manifesté devant le bureau de circonscription de la députée libérale fédérale Hedy Frey alors qu'à Victoria l'action a eu lieu aux quais d'Ogden Point et à Prince Rupert devant les bureaux de Transports Canada.

Les actions ont été menées par le Syndicat international des marins du Canada, le Syndicat international des débardeurs et magasiniers, l'Association internationale des débardeurs, le Syndicat canadien de la fonction publique et Unifor.

Les travailleurs présents aux actions ont dit qu'il n'est pas question de reculer devant ces attaques à leurs emplois et à des secteurs entiers de l'économie à cause des accords néolibéraux supranationaux de libre-échange. On estime que 250 000 travailleurs au Canada vont être affectés directement ou indirectement par l'AÉCG.



Les manifestants ont dénoncé l'AÉCG comme un accord conclu en secret au service d'intérêts privés étroits au détriment de l'industrie du transport maritime des pays concernés, des travailleurs maritimes et de l'ensemble des travailleurs. Ils ont demandé que le gouvernement Trudeau défende les emplois des travailleurs maritimes canadiens et le bien-être des communautés.

Ils ont dénoncé en particulier l'ouverture du cabotage dans les voies navigables intérieures aux vaisseaux européens dont plusieurs battent « pavillon de complaisance » et sur lesquels les salaires et les conditions de travail sont très inférieurs aux normes en vigueur. À l'action de Montréal, un inspecteur de navires membre de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) a parlé des conditions inhumaines qui règnent sur ces vaisseaux, des salaires de famine qui parfois sont retenus pendant des mois, du manque de nourriture, etc.

Les travailleurs ont averti le gouvernement Trudeau de ne pas adopter le Rapport de l'examen de la *Loi sur les transports du Canada* (Rapport Emerson) qui avait été commandé par le gouvernement Harper et qui recommande d'aller à fond de train dans la déréglementation et la privatisation des services et des infrastructures de transport, dont les ports. Ce rapport recommande aussi l'élimination des règles de cabotage qui protègent les emplois des travailleurs maritimes canadiens.

Les manifestants ont également dénoncé l'automatisation rampante de l'industrie qui se fait sur la base que les travailleurs sont un « coût » qui doit être réduit. Les sociétés maritimes mondiales parlent maintenant de faire naviguer des vaisseaux en haute mer sans équipage à bord, ce qui va menacer la sécurité publique et l'environnement.

Montréal



Toronto



Vancouver



Victoria





(Photos : LML, SIU, Unifor, C. Carvalho, K. Risser)



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca